13e année
numéro 253

25 Août 1937
prix : 2 francs

la révolution prolétarienne

revue bimensuelle
syndicaliste
révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures

Tél. : **BOTzaris 21-02**

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux :
Révolution Prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 253

(25 août 1937)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose:

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Adieu à Andrés Nin

1921, Moscou. Les échos du canon de Cronstadt sont encore dans les esprits. On ne s'habitue pas à manger le premier pain blanc de la Nep. La grande Commune meurtrie semble entrer en convalescence. Nous nous promenons, par les beaux soirs d'été, dans la foule murmurante des boulevards. Les arbres nous entourent de sombre fraîcheur. Pas une lumière, car l'éclairage manque encore. Mon compagnon arrive de Barcelone; et là il rentrait du Caire. Délégué de la C. N. T. auprès de l'Internationale communiste; il est jeune, mince, avec une abondante chevelure bouclée, un regard joyeux cerclé d'or, une voix bien timbrée qui contient du rire et, déjà, de la fermeté. Andrés Nin m'explique qu'il n'est point anarchiste, mais rigoureusement syndicaliste. Pas d'utopie dans sa pensée, le seul souci de conquérir et d'organiser la production...

Nous nous retrouvons dans les congrès, au Kremlin, dans la salle des colonnes de la Maison des Syndicats. Sa blouse blanche, déboutonnée au col, son profil accentué, sa cordialité. Nous nous retrouvons le soir dans la chambre de Joaquin Maurin, au Lux, pour parler d'art, d'armée rouge, de terreur rouge, d'organisation, agiter tous les grands problèmes. Nous y sommes bien, au cœur des grands problèmes : ce ne sont pas des mots, ce sont des vies, les nôtres d'abord, que nous engageons.

1923. Nous nous attablons dans un café du Ring, à Vienne. Andrés, après la prison en Allemagne, s'est réfugié à Moscou; il est le secrétaire de l'Internationale des Syndicats Rouges. Il passe par ici en mission. Il m'apporte de sombres nouvelles. Lénine s'en va. Lénine est peut-être mourant. Lénine sait qu'il est fini. Il y a dans les yeux de Lénine une tristesse atroce. Il a peur de ce qui se fera après lui. Boukharine va le voir, dans les jardins de Gorki, caché derrière des buissons pour ne pas le troubler. Puis Boukharine revient, le regard brouillé, disant : « Il souffre inimaginablement, il a toute sa conscience... ». Parfois, d'un signe, Lénine demande un journal et en épelle du bout des lèvres le titre... Lénine parti, la crise s'ouvrira; nous connaissons bien les maladies de la révolution; nous voyons se lever sur l'horizon de vastes ombres...

1927, Moscou. Andrés s'est rangé du côté de l'opposition. Il est de ceux qui réclament dans le parti bolchevik le droit de penser, le droit de parole : et une réforme capitale du régime, en vue de revenir à la démocratie ouvrière. Hors de là, pas de salut, nous le sentons tous. Exclus du parti, limogés, bien entendu. Serons-nous déportés comme les copains ? Sa femme, ses deux fillettes, ses livres, sa table de travail, sa vie de grand travailleur, tout cela doit disparaître demain, quand escorté d'hommes du Guépéou, il partira pour le Kazakstan. Il ne part pas et s'en étonne : c'est à cause de son renom à l'étranger.

1931. La révolution soulève enfin des foules à Madrid. Andrés est accouru chez moi à Léningrad. Nous tenons conseil. Il rit comme un enfant. « Figure-toi qu'à Madrid les flics portent des pèlerines à revers rouges; le troisième jour, ils les ont retournées. C'est ça, leur adhésion aux événements... » — « Ecoute encore, mon vieux. On a vu des milliers de types faire la file aux portes des permanences du parti de Primo de Rivera : ils venaient se désaffilier d'urgence, tu saisis... Un archevêque s'est désaffilié par télégramme. C'est un monseigneur prudent et pressé... ». Le comique du drame, Andrés le comprend à fond. Il enverra demain au Comité Central une sommation écrite d'une telle encre qu'il faudra bien ensuite qu'on le f... en prison ou qu'on le laisse partir... Si c'est la prison qui l'attend, je ferai ceci, cela, le peu que je pourrai. Si c'est la libération, il tâchera de m'aider à sortir de ma demi-captivité. Je me souviens nettement d'un mot de lui. « D'ailleurs là-bas aussi, je dois me préparer à encaisser pas mal de prison... Ce sera rudement compliqué, la révolution espagnole... » Peu de temps après, je reçus de lui une carte timbrée de Riga...

1932. Olga — sa femme — m'envoie de Barcelone un mot où pointe l'angoisse. La réaction semble l'emporter après les révoltes anarchistes. Andrés, arrêté, a été conduit dans le Midi, peut-être pour être déporté en Afrique... J'avertis des amis de France, mais ils ne recevront jamais ma lettre. Et je ne saurai plus rien d'Andrés. A l'autre bout de l'Europe, je suis moi-même coffré : j'en ai pour des années.

1936, Bruxelles. Ses lettres m'arrivent enfin, hâtives, bousculées, pleines de faits et de force. Il est à la tête d'un parti ouvrier d'extrême-gauche, formé d'anciens communistes opposants, résolument hostiles au stalinisme totalitaire. Il mène une rude partie, entre les anarchistes qui ne voulant point « faire de politique » en font souvent, avec le plus beau courage, de fort mauvaise, les républicains indécis, bourgeois au fond, l'intrigue stalinienne grandissante... Il voit dangereusement clair, avec sa longue expérience de Russie. Pendant les premiers mois, conseiller à la justice du gouvernement catalan, il légalise la révolution dans le droit, simplifie d'une main rude les procédures, crée les Tribunaux populaires. Les staliniens exigent son éviction du pouvoir et, comme ils ont des arguments fort persuasifs (voyez armement...), l'obtiennent...

Juin 1937. Le 17, une mauvaise nouvelle nous est parvenue. Andrés Nin vient d'être, hier, arrêté à Barcelone et emmené à destination inconnue par des policiers staliniens. On affirme qu'il a été aussitôt assassiné. Le gouvernement de Valence ne sait rien, celui de Barcelone ne peut rien. Des amis prennent le train, arrivent là-bas. Ce sont des socialistes et des syndicalistes anglais et français. Le ministre de la Justice, M. Irujo, les rassure. Nin est vivant, tout le monde est fixé sur les énormes accusations calomnieuses formulées contre lui; mais il est à Madrid dans une prison particulière du parti communiste, dont il va falloir le tirer...

Et c'est fini. On n'a pas pu l'en tirer. Personne ne sait ce qu'il est devenu, ce qu'est devenu l'un des tribuns les plus ardents du prolétariat d'Espagne. Qu'on l'ait embarqué pour la Russie ou assassiné dans une ruelle, comme l'affirment des rumeurs, — c'est fini. Adieu, mon ami. Ta grande vie courageuse nous reste, semée d'œuvres et d'action. Ta mort terrible nous reste aussi. C'est jusqu'au bout, comme toi, qu'il faut tenir pour que le socialisme soit libre.

VICTOR SERGE.

Notes sur l'Espagne

LE DEVELOPPEMENT DE LA CONTRE-REVOLUTION

Nin-Matteoti
Negrin-Mussolini

Faisant suite à la note du 29 juillet que Nicolas a publiée dans le dernier numéro de la *R. P.*, le ministre de la Justice du gouvernement de Valence a communiqué, le 4 août, la nouvelle note officielle suivante :

En prenant en charge les différentes informations poursuivies par la police de la Sûreté Générale relatives aux rapports entre les événements de mai dernier de Catalogne et les dénonciations, rapports et documents sur l'espionnage recueillis à Madrid dont il a été déjà donné avis publiquement, le ministère de la Justice observe que parmi les détenus mis à la disposition des Tribunaux, ne figure pas Andrés Nin, ancien Conseiller de la Généralité de Catalogne, dirigeant du POUM.

Des informations recueillies il ressort que Nin a été arrêté par la police de la Sûreté Générale en même temps que les autres dirigeants du POUM, qu'il a été transféré à Madrid et emprisonné dans un « preventorium » habilité à cet effet par le commissaire de police de Madrid, et que, de ce preventorium il a disparu; toutes les recherches faites par la police pour retrouver le détenu et sa garde sont jusqu'ici restées infructueuses.

Le fait a été porté à la connaissance du Procureur général de la République, avec l'ordre d'en saisir d'extrême urgence le Tribunal d'espionnage pour que celui-ci prenne toutes les mesures adéquates afin de rechercher la résidence de Nin, ainsi que la conduite des éléments qui sont intervenus dans ces événements, au moyen des documents où il parait être question de Nin et desquels, de leur contenu et de leur authenticité, le Tribunal est déjà saisi. Tout cela sans préjudice de l'action de la police qui continue à effectuer des perquisitions tendant à la recherche de ce détenu afin qu'il soit mis à la disposition des Tribunaux de la République dans les prisons de l'Etat.

Deux questions à l'auteur de ce communiqué, le ministre de la Justice Irujo, catholique et républicain :

1° Qu'est-ce que ce « preventorium » habilité par le commissaire de police de Madrid? Pourquoi Nin arrêté par la police régulière pour « espionnage » n'a-t-il pas été mis dans une prison régulière de l'Etat? Pourquoi, seul de ses coinculpés, a-t-il été transféré dans un « preventorium » ?

2° A quelle date Nin a-t-il disparu du « preventorium » ?

Nous pouvons être sûrs d'ores et déjà que, sur ces deux points, pourtant fondamentaux, M. le ministre Irujo gardera le silence.

Il ne répondra pas à la première question, parce qu'il lui faudrait alors avouer qu'il y a, à l'heure actuelle, dans l'Espagne « républicaine », à côté des prisons d'Etat, des prisons privées du Guépéou stalinien dans lesquelles celui-ci met les militants dont il s'est personnellement emparé ou qu'il s'est fait remettre par la police officielle, afin, selon les cas, de les cuisiner ou de les faire disparaître. Ce sont ces prisons privées du Guépéou que le communiqué officiel baptise gentiment du nom de « preventorium ».

A la seconde question, M. Irujo ne répondra pas davantage.

Il ne répondra pas parce que, ou bien il lui faudrait dire que Nin a disparu avant le 7 juillet, date à laquelle le ministre a reçu la délégation française chargée d'enquêter sur le sort des membres du POUM, et alors il lui faut avouer qu'en disant à celle-ci (et en le confirmant le même jour par une lettre à M. Pavon, avocat du POUM) qu'il pouvait affirmer que tous les inculpés, y compris Nin, se trouvaient à ce moment-là à Madrid dans les prisons régulières, il a menti.

Ou bien la « disparition » de Nin aurait eu lieu après le 7 juillet. Mais alors comment le ministre pourrait-il expliquer qu'après le 7 juillet, Nin se trouvait encore dans un « preventorium », alors que le ministre avait affirmé que le 7 juillet Nin était déjà dans une prison régulière et qu'il allait être incessamment ramené à Valence? Comment expliquerait-il que lui et son collègue de l'Intérieur dont on venait attirer l'attention sur les bruits qui couraient, tant à l'étranger qu'en Espagne, de la disparition de Nin, n'ont pas pris les mesures nécessaires pour empêcher toute possibilité de « disparition » ?

M. Irujo ne peut manifestement avouer quoi que ce soit à ce sujet; voilà pourquoi il se tait et continuera à se taire, tant sur la nature du lieu d'où Nin a « disparu », que sur la date de la « disparition ».

Lorsque nous sommes arrivés en Espagne, aux premiers jours de juillet, tous les renseignements que nous recueillîmes, à Barcelone d'abord, à Valence ensuite, concouraient à nous faire penser que Nin avait déjà été assassiné. Après notre visite au ministre Irujo et sa lettre à l'avocat Pavon, j'avoue que je ne le crus plus. Il me semblait impossible qu'un ministre puisse affirmer aussi résolument, non seulement verbalement mais par écrit, un fait faux auquel les événements ne pouvaient pas ne pas apporter à bref délai un démenti. Je m'étais trompé. Une fois de plus nous avions pêché par excès de confiance; une fois de plus il a été démontré que quelque mal que nous puissions penser de la bourgeoisie et des politiciens, ceux-ci sont encore pires que tout ce que nous pouvons imaginer.

L'assassinat de Nin s'apparente directement à celui de Matteoti. Si différentes que puissent être leurs conceptions, Nin et Matteoti étaient l'un et l'autre de grands militants, probes et courageux. Durant les vingt années qu'il a milité à l'avant-garde de la Révolution, l'ancien secrétaire de l'Internationale Syndicale Rouge n'a jamais mérité le moindre reproche touchant sa sincérité ou son intégrité. Tout comme Matteoti il tombe victime de maîtres de l'Etat qui, comme mus par un dernier sentiment de honte, reculent devant un procès, et préfèrent faire assassiner par leur sicaires.

Nin est tombé comme Matteoti, et, par cela même, le gouvernement Negrin tombe au rang de Mussolini.

Mais il faut aussi regarder plus loin. Si le gouvernement Negrin existe et si le gouvernement Negrin fait ou laisse assassiner ceux que Moscou lui désigne, c'est — répétons-le encore une fois — que, sans Moscou, l'Espagne républicaine serait sans armes; si Valence n'obéit pas à Staline, Valence n'a plus qu'à se rendre pieds et poings liés à Franco. De sorte que les vrais coupables sont ceux qui, en organisant le blocus de l'Espagne républicaine ont livré celle-ci à la Russie; en dernière ana-

lyse, les responsables de l'assassinat de Nin sont ceux qui furent les auteurs ou les complices de la politique dite de « non-intervention ».

La dissolution du Conseil d'Aragon préface à la destruction des collectivités agricoles

Si, de même que l'assassinat de Matteoti, l'assassinat de Nin est typique, du fait de la personnalité de la victime et des conditions de l'assassinat, l'assassinat de Nin n'est également, tout comme celui de Matteoti, qu'un cas entre cent autres. Innombrables furent les militants italiens du rang qui périrent sous les coups des assassins fascistes; innombrables sont les militants révolutionnaires espagnols qui sont tués aujourd'hui par le Guépéou, ou en vertu de ses ordres. Ce même numéro de *Solidaridad Obrera,* qui contenait le communiqué du ministère de la Justice dont il est fait mention ci-dessus, relatait l'assassinat, la veille, d'un militant syndicaliste des tramways de Barcelone.

Quelques jours plus tard la réaction se manifestait sous une autre forme : la dissolution du Conseil d'Aragon.

On sait qu'après la reconquête par les milices révolutionnaires de toute la partie d'Aragon qui s'étend des limites de la Catalogne aux portes de Saragosse, la C.N.T. avait organisé pour les provinces d'Aragon un gouvernement particulier sur le modèle du Conseil de la Généralité de Catalogne, auquel tous les partis antifascistes participaient.

C'est ce Conseil qui, depuis tout près d'un an, a régi l'Aragon reconquis; c'est lui qui a guidé les premiers pas des collectivités paysannes de villages, les soutenant moralement et matériellement, leur fournissant semences, matériel agricole, etc.; c'est grâce à lui que des milliers d'hectares jamais encore cultivés furent cette année labourés; c'est grâce à lui que les surfaces ensemencées dépassèrent tous les records antérieurs.

Pour détruire les collectivités paysannes, il fallait détruire préalablement leur soutien, le Conseil d'Aragon. On ne pouvait rétablir les propriétaires fonciers dans leurs droits, but des phalango-staliniens, qu'en rétablissant en Aragon le pouvoir direct de Valence.

C'est ce qui a été fait.

Après qu'on eut inondé villes et villages d'Aragon de gardes d'assaut, après qu'on eut désarmé les paysans, un décret est venu qui a dissous le Conseil d'Aragon; en même temps, pour corser les choses, pour déshonorer, selon les excellents principes de Loyola et de Staline, ceux que l'on veut abattre, on arrêtait Joachim Ascaso, président dudit Conseil, pour une soit-disant affaire d'exportation de bijoux.

La ficelle est vraiment grosse. Qu'est-ce que l'existence d'un Conseil a à voir avec un délit qui aurait été commis par un de ses membres? Si Ascaso, ou tout autre est un voleur, arrêtez-le! Mais en quoi cela doit-il amener la suppression du Conseil qu'il préside?

Du moment que vous supprimez le Conseil, en même temps que vous arrêtez Ascaso, la chose est claire : c'est que votre but est la suppression du Conseil, et l'affaire des bijoux n'est qu'une affaire pour embrouiller les choses, cacher plus ou moins aux yeux des imbéciles le but véritable que vous poursuivez. Le coup des bijoux accompagnant la dissolution du Conseil d'Aragon est l'homologue du coup de l'espionnage accompagnant la suppression du POUM.

Maintenant que le Conseil d'Aragon est disparu, attendons-nous à apprendre d'un jour à l'autre que les collectivités paysannes d'Aragon, orgueil de la C.N.T., ont également disparu. Car, *pas moyen de rester les dirigeants de l'économie, si l'on n'est pas les maîtres du politique;* camarades de la C.N.T., n'oublions jamais cela!

LA DEFENSE DE LA REVOLUTION

L'alliance C.N.T.-U.G.T.

L'événement de ces dernières semaines a été le pacte d'alliance conclu entre l'U.G.T. et la C.N.T., principal but poursuivi par la C.N.T. depuis les événements de mai. Avant ceux-ci des pactes d'alliance avaient déjà été conclus entre les organisations régionales des deux Centrales syndicales dans les Asturies et en Aragon, mais, cette fois, c'est entre la Commission administrative centrale de l'U.G.T. et le Comité National de la C.N.T. que l'alliance est signée.

On aurait tort cependant de croire que C.N.T. et U.G.T. marcheront désormais la main dans la main partout, et notamment en Catalogne.

Pour apprécier exactement la portée du pacte qui vient d'être conclu, il faut se rappeler que la Commission administrative centrale de l'U.G.T. est composée dans sa majorité, et même, je crois, dans sa totalité, par des socialistes de gauche, c'est-à-dire des partisans de Largo Caballero, qui en est lui-même le secrétaire général. Cette commission administrative centrale a pour elle tous ceux des syndicats de l'U.G.T. qui sont socialistes de gauche, et, contre elle, tous ceux qui sont socialistes de droite ou staliniens. Bien entendu, ceux-ci sont tout à fait hostiles au pacte.

Il faut donc considérer cette alliance beaucoup plus comme une alliance entre les socialistes de gauche et la C.N.T., que comme une alliance entre les deux organisations syndicales. Beaucoup plus qu'un front unique syndical, c'est un front unique révolutionnaire qui vient d'être réalisé.

Tel quel, ce pacte n'en a pas moins une grande importance. Il clarifie sérieusement la situation. Désormais seront d'un côté les conservateurs sociaux, tous les partisans du maintien de l'ordre bourgeois : bourgeois, socialistes de droite, staliniens; de l'autre, les révolutionnaires, tous ceux qui veulent instaurer une société de travailleurs sans exploiteurs ni exploités, qu'ils portent l'étiquette de socialistes ou d'anarchistes.

Ce front révolutionnaire unique pourra être d'autant plus puissant qu'il réunira en son sein la quasi-totalité de la classe ouvrière des deux provinces essentielles de l'Espagne républicaine : la Catalogne et le Levant. Les organisations ouvrières du Levant (la province de Valence) sont en effet tout entières acquises à Caballero : non seulement la Fédération syndicale de cette province est l'un des plus fermes soutiens de la Commission administrative centrale de l'U.G.T., mais la Fédération socialiste elle-même est le principal porte-étendard du socialisme de gauche à l'intérieur du Parti Socialiste. Le pacte d'alliance conclu entre

l'U.G.T. et la C.N.T. n'est donc pas seulement l'alliance des socialistes de gauche et des anarchistes, il est en outre l'union de Valence et de Barcelone.

Le changement de structure de la F.A.I.

En son plenum du mois dernier, la Fédération anarchiste ibérique a décidé de modifier sa structure. Les articles nombreux qui ont été consacrés depuis lors à ce changement en ont abondamment célébré l'importance historique, mais ils sont assez peu loquaces sur la nature des changements apportés. On peut y discerner cependant que le changement essentiel consiste dans la suppression des « groupes d'affinités », base jusqu'ici de l'organisation de la Fédération, et leur remplacement par des groupes locaux. Autrement dit, alors que jusqu'ici quelques camarades se réunissaient librement pour former un groupe, que le groupe était donc composé exclusivement de camarades s'acceptant mutuellement, véritables « cooptants », il y aura désormais des groupes de quartiers et de villages, dont chacun sera unique pour sa circonscription, et auquel devront obligatoirement adhérer tous les ressortissants de la circonscription.

En bref, au lieu d'être basée, comme jusqu'à présent, sur une organisation similaire à celle de la Franc-Maçonnerie (où chacun peut adhérer à la loge de son choix ou fonder une nouvelle loge), la F.A.I. sera désormais fondée sur une organisation similaire à celle des partis politiques : obligation pour chacun d'appartenir à un groupe déterminé.

J'avoue que ce n'est pas sans une certaine appréhension que je vois cette transformation. Tout comme pour la Franc-Maçonnerie, la force de la F.A.I. était d'être à la fois « partout et nulle part ». Le mode d'organisation où l'élément de base de toute organisation, le groupe, est composé de gens qui se sont sélectionnés eux-mêmes, de gens qui se connaissent et ont mutuellement confiance en eux, est le vrai mode d'organisation qui convient à toute action occulte, aussi bien à l'action violente révolutionnaire qu'au travail patient destiné à mettre aux mains des affiliés, dans un but de conservation sociale, les rouages de la société et de l'Etat.

Romanones, le vieux politicien monarchico-libéral, disait à un journaliste français qui l'interviewait quelques mois avant le 19 juillet : « La force de la F.A.I. est terrible, car la F.A.I., personne ne sait qui c'est.» Avec sa nouvelle organisation, la F.A.I. perdra cette raison de sa force.

Les partis politiques sont organisés sur la base territoriale au lieu de la base d'affinités parce qu'ils sont candidats à être l'Etat, qu'ils se modèlent donc sur l'organisation de celui-ci et que l'Etat ne connaît pas d'affinités, les cadres dans lesquels les citoyens y sont enrôlés sont fixés obligatoirement. Faut-il donc conclure du changement de structure de la F.A.I. qu'elle s'apprête à devenir l'Etat? Probablement, et, à ce titre le changement de sa structure doit être considéré comme un témoignage d'optimisme.

Mais si cet optimisme devait ne pas se trouver justifié par l'avenir, si la F.A.I. était amenée à devoir reprendre sa terrible lutte d'opposition sociale, il lui serait nécessaire, à mon sens, de retourner rapidement à son traditionnel mode d'organisation.

L'INTERVENTION

Le formidable jésuitisme du Quai d'Orsay

Vraiment, comme jésuitisme, ces Messieurs du Quai d'Orsay dépassent tous les records, même ceux de leurs collègues du Foreign Office.

Vous avez vu ce scandale : les passagers espagnols du paquebot français « Maréchal-Lyautey » saisis à bord du bateau par les officiers rebelles des Canaries, avec la connivence et l'approbation du commandant du navire et du consul français du lieu.

Mais il y a quelque chose de plus scandaleux encore : c'est l'approbation donnée à cet acte inqualifiable par une note officieuse du Quai d'Orsay publiée par tous les journaux et qui est le plus beau monument de jésuitisme qui se puisse concevoir.

Une convention vieille d'un demi-siècle, conclue entre la France et l'Espagne, autorise l'Etat espagnol à saisir les citoyens espagnols qui sont à bord des bateaux français, lorsque ceux-ci sont ancrés dans un port espagnol.

Très bien! Cette convention doit être respectée; parfaitement d'accord!

Mais qui donc est l'Etat en Espagne? C'est, et c'est uniquement le gouvernement de Valence. Ce n'est pas nous qui le disons; c'est vous-mêmes, Messieurs du Quai d'Orsay, puisque jusqu'à présent vous vous êtes refusé à reconnaître le gouvernement de Franco, ni même à le considérer comme belligérant. Pour vous, comme pour nous, il n'y a qu'un gouvernement espagnol : celui de Valence; en dehors de lui il n'y a que des rebelles.

Dès lors, vous appuyer sur une convention qui vous lie à l'Etat espagnol pour déclarer qu'elle vous lie avec ceux qui sont en rébellion contre lui! vous appuyer sur une convention qui vous oblige à livrer des Espagnols au gouvernement espagnol, pour vous justifier de les avoir livrés à ceux qui se sont soulevés contre lui! c'est d'une monstruosité juridique dont rien n'approche. C'est bien digne de vous.

En approuvant contre tout Droit la livraison de citoyens espagnols aux rebelles, le gouvernement Chautemps-Blum est une fois de plus intervenu ouvertement et délibérément contre la République espagnole. Ainsi que le dit, et le prouve à chaque occasion, le socialiste Serre, tout se passe comme si nous étions en guerre avec l'Espagne — l'Espagne républicaine bien entendu.

R. LOUZON.

P. S. — L'actualité exigerait de parler du conflit sino-japonais, mais je ne peux mieux faire à cet égard que de renvoyer aux notes et articles publiés dans les *R. P.* des années 31 et 32. Est-ce en effet un privilège de l'Orient? Toujours est-il que les situations y évoluent beaucoup moins qu'en Europe. Le plan du Japon (qui d'ailleurs n'a pas cessé un moment de se poursuivre depuis lors) est toujours celui que j'indiquais; la Chine est dans le même état qu'elle était alors, et les rapports des Puissances européennes avec l'Extrême-Orient, eux aussi, n'ont pas changé. Je ne pourrais donc que répéter prsque mot pour mot ce que j'écrivais il y a six ans.

— Deux morts ouvriers de plus à l'actif des gouvernements de Front populaire. Deux grévistes tués à Bizerte. Pour battre le record de Blum, Chautemps met les bouchées doubles.

L'alliance ouvrière se fera-t-elle?

Il est énormément parlé d'unité dans divers domaines de la vie sociale en Espagne. Tout le monde en est partisan et chaque secteur surenchérit sur l'autre. Mais il faut se pencher de très près sur les tractations et manœuvres s'opérant autour de ce slogan pour distinguer ce qu'il y a de véritablement durable et sincère.

L'événement unitaire le plus important de ces derniers temps est le pacte signé dans les derniers jours de juillet à Valence entre la Commission Exécutive de l'U. G. T. et le Comité National de la C. N. T. En voici les conclusions reproduites d'après « Solidaridad Obrera » du 30-7-37 :

Le texte du Pacte

1° *La C. N. T. et l'U. G. T. renoncent dans leurs propagandes écrites, orales ou autres à toute catégorie de critique ou d'attaque d'allure violente contre les conceptions syndicales qui les inspirent.*

Les divergences doctrinales qui séparent les deux organisations seront toujours examinées sous une forme objective, en usant de termes cordiaux, en basant les raisonnements sur la même doctrine syndicale que défendent les deux centrales syndicales.

2° *La C. N. T. et l'U. G. T. ne reconnaîtront pas, et n'admettront pas en tant que belligérantes les organisations ouvrières syndicales fonctionnant en marge de la discipline de la C. N. T. et de l'U. G. T.*

3° *L'U. G. T. et la C. N. T. s'engagent à respecter absolument la liberté des travailleurs, pour que ceux-ci s'affilient à n'importe laquelle des deux organisations C. N. T.-U. G. T. dans les centres de travail, champs, ateliers, usines, mines, etc... Sera considéré comme document faisant foi de personnalité syndicale le carnet présenté par les camarades, peu importe qu'il soit de l'U. G. T. ou de la C. N. T.*

4° *Les deux organisations s'engagent à ne pas admettre en leur sein aucun affilié qui aurait été expulsé pour immoralité ou pour avoir porté atteinte aux accords de l'autre organisation syndicale sœur.*

5° *Elles s'engagent également à ne pas admettre les syndicats ayant quitté l'U. G. T. ou la C. N. T. ou ceux qui demandent leur admission dans une de ces deux organisations, sans consulter au préalable l'organisation à laquelle ils auraient appartenu auparavant.*

6° *Seront considérés comme des actes de déloyauté envers le pacte établi et punies immédiatement, les menaces tendant à obliger les compagnons ou les syndicats à s'affilier à une de ces deux organisations avec laquelle ils ne seraient pas d'accord.*

7° *L'U. G. T. et la C. N. T. promettent d'appliquer les sanctions syndicales aux membres et aux syndicats qui se refuseraient systématiquement à exécuter les accords adoptés par les deux centrales syndicales.*

8° *Pour rendre viable ce principe de respect réciproque, base indispensable pour établir et développer des résolutions ultérieures, l'U. G. T. et la C. N. T. se mettent d'accord pour créer un Comité national de liaison, composé par trois représentants de chaque centrale. La fonction de ce Comité sera de :*

a) *se réunir au moins une fois par semaine;*

b) *exécuter fidèlement ce qui qui est stipulé dans les dispositions antérieures;*

c) *créer dans toutes les localités des comités de liaison entre organisations locales qui n'auront d'autres attributions que celles d'exécuter les dispositions dictées par le Comité national et transmettre à celui-ci toutes les suggestions qu'ils pourraient émettre au sujet des divers problèmes posés;*

d) *discuter les problèmes posés par les circonstances et qui ne sont pas prévus dans le programme d'action, ni dans les décisions qu'adopteront de commun accord les deux centrales syndicales.*

9° *Les conflits surgissant dans une localité seront tranchés par le Comité national de liaison.*

10° *Le Comité national de liaison proposera aux exécutifs de la C. N. T. et de l'U. G. T. les sanctions à imposer aux syndicats n'exécutant pas les accords qu'il aura dictés.*

11° *Les accords adoptés, pour être valables, seront signés par les organismes nationaux des deux centrales syndicales.*

12° *Le Comité national de liaison proposera au Comité national de la C. N. T. et à la Commission Exécutive de l'U. G. T. les résolutions qui à son avis doivent être adoptées pour solutionner les problèmes que pose la réalité ; seront chargés de l'exécution la Commission exécutive de l'U. G. T. et le Comité national de la C. N. T., réalisant ainsi les déterminations adaptées par le Comité national de liaison.*

⁂

Ce pacte est très discuté. Une critique relativement modérée en est présentée par Ogier Preteceille, socialiste espagnol, bien connu en France, qui actuellement adopte une attitude de plus en plus stalinisante. Elle est reproduite d'après *Claridad* du 2-8-37 :

« Avant de pouvoir arriver à la fusion organique des deux mouvements, qui continuent à être séparés par d'âpres divergences matérielles (contrairement à ce qui a lieu pour les deux partis marxistes coïncidant en un seul tronc et ayant un but identique) il est profondément logique de vouloir procéder à une adaptation des activités concordantes, en recherchant tous les points de contact possibles et en éloignant au contraire tous les motifs de dissentiment ou de fraction.

« Pour atteindre cet objectif raisonnable il était aussi logique que les deux organisations se promettent le respect réciproque de leur tactique et de leurs militants respectifs, à établir leurs différends doctrinaux sous une forme et dans un mode excluant toute attaque violente.

« De même on ne peut qu'approuver le compromis tendant à éliminer toute forme de menace et visant à épurer les cadres de chaque organisme syndical.

« Mais il est évident que dans les accords qui viennent d'être adoptés bien des choses manquent; par exemple : dans ce que l'on pourrait appeler l'aspect constructif du système syndical, aspect qui touche tous les travailleurs

d'autant plus directement que des solutions que nous serions capables d'apporter dépendent, et non pas dans une faible mesure le rapprochement de la paix victorieuse pour notre cause et des fondations fermes sur lesquelles devra s'édifier l'Espagne de l'avenir.

« C'est de là que partent les critiques formulées au sujet des accords adoptés au cours de la dernière séance de la Commission exécutive de l'U. G. T. Ils ne parlent pas de l'organisation rationnelle de l'industrie, de l'intensification du rendement aussi bien agricole qu'industriel, deux choses indispensables. Indispensables non seulement pour la victoire, mais pour la défense même du sol et des libertés populaires. C'est en fonction de ce double problème, celui de la production et celui de la guerre, dans sa discussion, qu'il fallait tracer des bases qui, en bonne logique, ne doivent pas uniquement toucher les rapports et la propagande d'ordre syndical, mais aussi l'activité économique elle-même des travailleurs syndiqués, leurs conditions de travail, en étroite relation avec le rythme de production qu'exige la guerre de destruction dans laquelle ils combattent et doivent combattre en collaboration de plus en plus étroite, directe, les fronts et les ouvriers de l'arrière-garde. »

Voilà à première vue une critique logique; seulement les communistes cent pour cent ont bientôt divulgué ce qu'ils visaient par delà le reproche fondé de ne pas avoir établi un programme positif précis. Ce qui les anime avant tout c'est la haine des entreprises collectivisées et dirigées par les ouvriers eux-mêmes. Ceci ressort très clairement du discours prononcé par Commorera, le leader du P. S. U. C. (*Claridad*, 7-8-37) :

Le P. S. U. C. est le parti des consignes unifiées. Un moment viendra, où les réserves de la République seront épuisées, si à ce moment la Catalogne n'était pas organisée, elle pourrait être responsable de la perte de la guerre.

Toute sa compétence technique doit-être mise au service de la guerre.

Il faut procéder à la création d'un Conseil général de l'industrie, qui établisse une politique d'économie et empêche le hausse vertigineuse des prix. Il y a le cas d'une puissante organisation industrielle qui aide la guerre en fabriquant des baignoires et en usant là-dedans des tonnes de fer. Il faut changer radicalement le régime des usines en Catalogne, qui doivent être dirigées par un technicien responsable et non par un Comité. Il faut imposer une discipline sociale sévère dans l'industrie.

Au sujet du pacte U. G. T.-C. N. T. pareil pacte fut proposé dès septembre 1936 par les socialistes de Catalogne. Dans le pacte de Valence il n'y a absolument aucun programme ; on n'y a pas tenu compte de nombreux ouvriers ugétistes de Catalogne, qui ont été condamnés au pacte de la faim.

⁂

Mais en face de cette critique des communistes il y eut l'adhésion enthousiaste de nombreux et importants syndicats et fédérations non seulement de la C. N. T., mais aussi de l'U. G. T.

D'ailleurs cette adhésion se faisait bien plus à ce que ce pacte symbolise qu'à la lettre de son texte. Aboutir après un an de propagande grandiloquente de part et d'autre à la conclusion qu'il ne faut plus s'insulter, qu'il ne faut plus se voler les adhérents, qu'il faut un Comité de liaison, c'est plutôt maigre. Mais comme souvent dans les événements espagnols derrière des textes creux se dissimulent des phénomènes plus importants. La modeste tentative de rapprochement esquissée divulgue qu'il se forme lentement une coalition : d'une part les socialistes qui veulent aller plus loin que la démocratie bourgeoise et qui ne veulent pas la domination de l'impérialisme russe, et d'autre part la poussée de la masse de la C. N. T. qui lassée de l'expérience de collaboration a besoin d'une solidarité de forces nouvelles pour reprendre sa marche vers la révolution sociale. Cette coalition se groupe autour des deux centrales syndicales, mais elle s'accompagne d'une scission profonde dans le Parti socialiste espagnol.

L. NICOLAS.

L'avis de Liochon sur la résolution du C.C.N.

Le dernier numéro de l'*Imprimerie française* a publié un article de C. Liochon sur les travaux du récent Comité national de la C.G.T. Nous en reproduisons un passage qui nous montre cette chose assez curieuse : un réformiste authentique donnant à de pseudo-révolutionnaires une leçon d'action syndicale :

En conclusion, le Comité confédéral s'est prononcé pour l'envoi au gouvernement d'un certain nombre de remarques sur la non-observation de la nouvelle législation et de ses avis sur les moyens envisagés pour empêcher toute réaction sociale.

Comme membre de la Comission qui a dû revoir ce document, je m'y suis associé au nom de notre Fédération; mais, au fond, je pense qu'il est notoirement insuffisant que le Comité confédéral affirme devant les pouvoirs publics sa volonté d'opposition à toute régression. Il est vrai que pause ne veut pas dire renoncement.

Ce que nous avons demandé au gouvernement serait sans portée si les syndiqués et les syndicats n'agissaient pas en permanence en ce sens.

La réaction patronale? Mais, elle est naturelle, puisque les avantages récents lui ont été imposés. Croire que les patrons sont de simples résignés est une naïveté dangereuse. Se borner à se plaindre au gouvernement est une autre naïveté.

Il faut que les ouvriers organisés soient les principaux défenseurs de leurs droits acquis; ils ne doivent pas attendre la venue incertaine du gendarme. A chaque manquement aux engagements, à toute offensive réactive contre ces droits, il faut répliquer sans délai. C'est le rôle du syndicat, et les nouveaux syndiqués doivent s'adapter à cette nécessité. Les millions de nouveaux venus au syndicat doivent être habitués à l'action défensive et à ne pas croire que les avantages acquis se conservent seulement parce qu'on a une carte de syndiqué dans sa poche. La vie est une lutte quotidienne. Il n'est aucuns lauriers sur lesquels on puisse s'endormir. Qu'on se le dise.

Il deviendrait humiliant de laisser croire que le droit syndical doit être surtout défendu par les pouvoirs publics. Avant tout, c'est le syndicat et le syndiqué qui doivent s'en charger.

C'est aussi le syndicat qui doit veiller à l'application des règles de protection des salariés. Tout ce qu'il doit exiger des pouvoirs publics, c'est de ne pas entraver son action.

Il en est de même pour les sentences arbitrales que les patrons contournent ou sabotent. Le syndicat qui ne réagit pas sans délai est peu qualifié pour aller se plaindre près du gouvernement.

Bezymenski...

Une fois de plus, dans ce flot de terrifiantes nouvelles qui, sans interruption, nous arrive de Moscou, avec la disparition d'un président du conseil (Soulimov, président du Conseil des Commissaires du Peuple de la République Socialiste Fédérative des Soviets de Russie), la disparition d'un membre du Bureau politique (Roudzoutak), l'exécution de soixante-douze cheminots à Irkoutsk, je retrouve un nom familier et dont l'importance est symbolique. Je signalais récemment la disparition du grand écrivain soviétique Boris Pilniak; voici que s'en va à son tour, dénoncé comme un traître, le plus réputé des poètes communistes russes, Bezymenski.

... Je me souviens d'un misérable petit logis de Moscou vers lequel, en 1926-27, je m'acheminais toujours avec joie. Là vivait, dans les minuscules chambrettes délabrées d'un ancien couvent, un grand jeune homme d'une singulière laideur — très haut front dégarni, profil chevalin, mâchoire anguleuse — qui était une des intelligences les plus remarquables de notre jeune génération. Chef de file à trente-deux ou trente-quatre ans, il faisait figure de théoricien de la littérature communiste la plus intolérante, la plus conquérante, la plus rigoureuse dans ses aspirations, la plus exaspérante à quelques égards... Il aspirait à tout renouveler pour la révolution, à tout repenser du point de vue du parti, à imposer une âme nouvelle à la poésie, au roman, à la critique... Fils de petits artisans juifs, ancien combattant de guerre civile dans la région de la Volga, Georges Lélévitch était l'animateur du groupe *Au Poste — Na Postou*, — un poste de combat. Il vivait très pauvrement avec sa compagne et son petit Varlin. Il avait, au-dessus des paperasses de sa table de travail, un portrait en carte postale de l'autre Varlin, le grand, le fusillé de la Commune. Où est Lélévitch aujourd'hui ? Il y a près de trois ans qu'un entrefilet de presse nous apprenait son départ pour un camp de concentration. Avec lui partait pour les mêmes travaux forcés, son ami, le critique littéraire le plus mordant de la presse communiste de Léningrad, Georges Gorbatchev...

C'est chez Lélévitch que je rencontrais un jeune athlète un peu voûté, au visage très jeune, au front énorme sous lequel brillaient de charmants yeux bleus. « Voici, me dit Lélévitch, notre poète le meilleur, le vrai créateur de la poésie des jeunesses communistes... » Et dans l'intimité, il ajouta : « Un type magnifique, jeune à jamais, avec une âme de vrai bolchévik... ».

Bezymenski allait de succès en succès, non sans mérites réels. Un poème intitulé *La carte du parti* venait de faire sa célébrité. Toutes les anthologies le reproduisirent. Il maniait une langue vive, expressive, familière; il disait avec une simplicité qui atteignait quelquefois à la puissance, les sentiments de la jeune génération révolutionnaire, pour laquelle la carte du parti symbolisait à la fois une discipline, un dévouement total, le sens d'une vie consacrée à un noble service, la marche au socialisme. On se suicidait en ce temps-là pour ne point survivre à l'exclusion du parti. — Bezymenski fit du théâtre : des pièces à thèse, bien entendu, passionnées d'abord, officielles ensuite. Dans les clubs ouvriers, aux congrès du parti, on le voyait, délégué par les jeunesses, — le *Komsomol*, — se dresser à la tribune pour proclamer d'une voix habile, bien timbrée, qui scandait énergiquement et juvénilement les mots, la grandeur de l'époque... Il refaisait sans fin la louange du grand parti, l'appel à l'héroïsme quotidien, le panégyrique versifié du Chef...

Et les années passaient. Presque tous ses amis subirent la persécution, ayant quelque peu discuté ou pensé... Bezymenski s'adaptait, louvoyait, demeurait le poète officiel, une sorte de lauréat permanent, avec une production assez égale, moins originale que celle d'un Mayakovski, mais beaucoup plus conforme aux besoins de l'agitation. Sa réputation grandissait, les journaux lui payaient au prix fort chaque strophe, on le tirait à millions : il était à la fois de la *Pravda* et des *Izvestia*, les deux quotidiens de l'Etat. A vrai dire, la poésie ne comptait plus guère dans son œuvre, dont toute spontanéité s'était évaporée. Mais parmi les gens de lettres du service de la propagande, il se plaçait au tout premier rang, par la conviction, le zèle et le talent.

Depuis des années, nous ne nous serrions plus la main. Je ne lui pardonnais pas, en mon for intérieur, d'avoir lâché tous ses camarades de naguère, emprisonnés au déportés. Je le trouvais trop habile. Les vers qu'à l'occasion des procès successifs il publiait dans les journaux pour réclamer, selon les circonstances, la peine capitale pour des ingénieurs, de vieux socialistes ou des compagnons de Lénine m'écœuraient. Les plus navrants de ces vers-là, il les donna, il y a deux mois, à l'occasion de l'exécution du maréchal rouge Toukhatchevski, « cette vermine de Toukhatchevski », clamait-il, — déjà suspect lui-même à ce moment, déjà menacé, déjà réduit sans doute à rimer ça pour tenter d'échapper par la surenchère au glaive suspendu sur sa propre tête...

Il ne devait pas y échapper.

... C'est fait. On dit en Russie que l'exclusion du parti signifie « la mort politique ». On sait qu'elle entraîne pour l'écrivain ou le poète l'impossibilité de publier désormais une ligne. Le plus souvent, pour le militant, elle entraîne aussi l'internement dans un camp de concentration... Bezymenski, chassé du parti, il y a quelques jours, disparu aussitôt, est fini. Le plus remarquable des poètes communistes vient d'être supprimé d'un trait de plume. Et ce n'est, dans le grand drame où disparaissent deux générations révolutionnaires, l'héroïque de 1917-26 et la bureaucratique de 1926-1936, qu'un épisode parmi des milliers d'autres...

V. S.

Trotsky parle de Cronstadt et de Makhno

Dans le dernier numéro du *Bulletin de l'Opposition* en langue russe Trotsky publie une lettre-réponse à un camarade qui lui pose des questions concernant son attitude envers la mutinerie de Cronstadt et le mouvement makhnoviste. Les lecteurs de la *R. P.* trouveront plus bas les passages essentiels de cette lettre. (1)

On ne peut que se féliciter du fait que Trotsky décide d'interrompre son mutisme concernant ces mouvements de la plus haute importance pour l'histoire de la Révolution russe.

Trotsky, qui n'ignore pas que la science historique russe se trouve actuellement entre les mains d'une bande de fossoyeurs, et qui est en même temps un témoin très qualifié de ces événements, doit comprendre qu'il n'a pas le droit de se taire à ce sujet.

Nous concevons parfaitement que ce témoin historique qui fut en même temps un des principaux partisans des actes répressifs contre les dits mouvements, ait jusqu'à présent conservé un point de vue très hostile à l'égard d'eux.

Mais pour l'histoire un point de vue négatif est aussi important qu'un éloge, pourvue que l'un et l'autre soient basés sur des preuves historiques.

Or, dans sa lettre Trotsky se borne malheureusement à des phrases sans donner des preuves.

Il nous dit par exemple : « Les marins de Cronstadt exigeaient des privilèges. La mutinerie était dictée par le désir de recevoir des rations privilégiées de vivres. »

Il existe pourtant des documents qui nous présentent tout un programme politique et social des marins de Cronstadt, et où il n'est pas question de rations de pain.

Trotsky dit encore que « la mutinerie a été utilisée par des éléments réactionnaires à l'intérieur de la Russie aussi bien qu'à l'étranger ».

Il nous semble que pareil argument ne devrait pas être employé par le Trotsky de 1937. Il sait parfaitement que la bourgeoisie internationale utilisait et utilise la pagaille au sein du parti communiste russe. Est-ce la faute à Trotsky? Doit-il pour cette raison arrêter sa politique d'opposition à l'égard de la politique de Staline ?

Il dit aussi : « le mouvement avait ainsi un caractère contre-révolutionnaire ».

Cette accusation, à *défaut de faits et documents à l'appui*, rappelle singulièrement les fameuses accusations de Staline : contre-révolutionnaire, agent de la Gestapo, espion, etc...

Pareils procédés ne sont pas dignes d'un historien.

Quant au mouvement makhnoviste Trotsky dit que c'était un mouvement de koulaks, haïssant le prolétariat des villes et imprégné d'antisémitisme. Mais en faveur de cet avis il ne donne pas la moindre preuve. Pourquoi devons-nous croire Trotsky qui exprime ce point de vue *sans le moindre document à l'appui*, plutôt que Makhno, qui nous raconte juste le contraire ?

L'histoire de la Révolution russe plus ou moins objectivement présentée peut servir d'enseignement au mouvement ouvrier du monde entier.

Trotsky sait aussi bien que nous qu'en Russie, non seulement la science historique est inféodée au système du mensonge généralisé, mais qu'on détruit systématiquement les documents historiques qui ne sont pas en faveur de la bande au pouvoir.

De ce fait il résulte que Trotsky plus qu'un autre devrait contribuer à reconstituer le vrai visage de l'époque révolutionnaire, y compris l'éclaircissement de ces deux moments tragiques et culminants de la révolution que sont la mutinerie de Cronstadt et le mouvement makhnoviste.

Espérons qu'à l'avenir il publiera les documents appuyant ses accusations contre les marins de Cronstadt et les paysans insurgés d'Ukraine.

I. Mett.

---

(1) « Votre appréciation de la mutinerie de Cronstadt de 1921 n'est pas du tout exacte. Les meilleurs, les plus dévoués des marins avaient tous à ce moment quitté le port de Cronstadt et jouaient un rôle important sur les fronts et dans les soviets locaux dans le pays entier. Il restait la masse grise, avec de grandes prétentions (« nous les marins de Cronstadt »), non disposée à faire des sacrifices pour la révolution. Le pays avait faim. Les marins de Cronstadt exigeaient des privilèges. La mutinerie était dictée par le désir de recevoir des rations privilégiées de vivres. Les marins avaient des canons et des bâtiments de guerre. La mutinerie fut de suite utilisée par des éléments réactionnaires à l'intérieur de la Russie aussi bien qu'à l'étranger. L'émigration blanche exigeait l'envoi de secours aux mutins. La victoire de la mutinerie ne pouvait rien apporter sauf la contre-révolution, indépendamment des idées qu'abritaient les cerveaux des marins. Mais ces idées elles-mêmes étaient profondément réactionnaires. Elles reflétaient l'hostilité du paysan arriéré envers l'ouvrier, la morgue du soldat ou du marin à l'égard du Petersbourg « civil », la haine du petit bourgeois contre la discipline révolutionnaire. Le mouvement avait ainsi un caractère contre-révolutionnaire, et étant donné que les mutins avaient pris possession des armes de la forteresse, on ne pouvait les abattre qu'avec des armes.

» Non moins erronée est votre appréciation de Makhno. Personnellement il était un mélange de fanatique et d'aventurier. Mais autour de lui se groupaient les mêmes tendances qui ont donné naissance à la mutinerie de Cronstadt. La cavalerie est en général la plus réactionnaire des armes. L'homme à cheval hait le piéton. Makhno a créé une cavalerie de paysans qui possédaient des chevaux. Ce n'étaient pas des paysans pauvres et opprimés qui furent réveillés pour la première fois par la révolution d'Octobre. C'étaient des paysans aisés et repus, qui avaient peur de perdre ce qu'ils possédaient. Les idées anarchistes de Makhno (la négation de l'Etat, la non-reconnaissance du pouvoir central) reflétaient parfaitement l'esprit de cette cavalerie de koulaks. J'ajouterai que la haine envers la ville et le prolétariat citadin s'ajoutait chez les makhnovistes à un antisémitisme militant. Tandis que nous menions une lutte acharnée contre Denikine et Wrangel, les makhnovistes zigzaguaient entre les deux camps, tentant d'opposer une politique propre à eux. Prenant le mors aux dents, le petit bourgeois (le koulak) croyait qu'il pouvait dicter ses opinions contradictoires d'une part aux capitalistes et d'autre part au prolétariat. Ce koulak était armé. Nous devions le désarmer, c'est ce que nous avons fait. »

(*Bul. de l'Opposition* N° 56/57, en langue russe.)

Le Congrès des Instituteurs

PARIS, 2-5 AOUT 1937

Nous n'en donnerons pas un compte rendu détaillé qui n'intéresserait qu'une partie de nos lecteurs, — ceux qui auront bientôt dans les mains le compte tendu sténographique, — nous nous bornerons à évoquer quelques interventions, à noter quelques impressions, quelques réflexions pour permettre à tous nos lecteurs de se faire une idée assez précise des débats, de sentir la portée que ce congrès peut avoir sur l'ensemble de notre mouvement ouvrier. Car les Congrès du S.N. ont depuis quelques années des répercussions assez profondes dans le domaine social et politique. On aurait pu croire avant l'unité que c'était en raison de l'importance de ses effectifs, — alors il représentait le dixième des effectifs de la C.G.T., — mais tout observateur impartial a pu se rendre compte que cela tenait à la valeur des militants qui le dirigent et qui animent ses sections départementales.

Peu de syndicats ont une vie sociale aussi intense que les sections du Syndicat national. Surtout dans les organisations reconstituées ou constituées à la suite des grèves de l'an dernier, on est encore tout absorbé par les questions corporatives, si importantes il est vrai en raison de l'application des lois sociales votées sous l'impulsion du premier Gouvernement de Front populaire. Et puis, il faut le reconnaître, dans trop de syndicats les dirigeants évitent d'ouvrir la discussion sur les grands problèmes de l'heure, craignant que la confrontation libre des points de vue quelquefois divergents ne vienne rompre une unanimité qu'on juge indispensable à la bonne marche de l'organisation. Il n'est souvent permis d'exprimer que des idées conformes à l'opinion professée par les dirigeants de l'U. D. ou de la Fédération. Cela se produit généralement dans les organisations colonisées, celles à la direction desquelles le parti communiste a réussi à placer des éléments bien à lui et convaincus que toute critique non conforme aux instructions de la cellule ou du rayon constitue une manifestation évidente de fascisme ou une tentative de division.

On a même une tendance bien marquée dans un certain nombre d'unions de syndicats (U.D. ou fédérations) à éliminer la libre discussion soit en ne donnant pas la possibilité d'intervenir, soit en « chahutant les interpellateurs » ou en les présentant comme des soutiens du patronat ou des porte-parole de La Roque ou de Doriot.

Au S.N. il n'en est pas de même.

Oh ! on peut quelquefois être choqué de l'attitude méfiante de dirigeants du S.N. ou des sections quand on fait acte d'opposition, même assez timide, au bureau ! Il existe encore en effet par ci par là une certaine tendance à mal interpréter toute critique au bureau, mais ce n'est rien, on l'oublie vite quand on a vu comment sont reçus les défenseurs de l'indépendance du syndicalisme dans les U.D. ou fédérations colonisées, et, quand on vient d'assister à une A.G. de section du S.N., et surtout à un congrès comme celui qui vient de se dérouler, on est réconforté. On constate que le syndicalisme n'est pas encore mort, que la démocratie syndicale existe encore, et on reprend confiance.

⁂

D'après les échos qu'on avait pu avoir des Assemblées générales de juin-juillet, le congrès des 2, 3, 4 et 5 août semblait devoir être assez animé. Des militants, assez rares d'ailleurs, avaient trouvé exagérées les concessions faites au Gouvernement de F. P. même au sujet des traitements. D'autres bien plus nombreux reprochaient au bureau de ne s'être pas inspiré de la résolution de Lille dans son action contre la guerre. Enfin la minorité groupée autour de l'*Ecole Emancipée*, qui rassemble les éléments syndicalistes révolutionnaires de l'ancienne fédération unitaire, reprochait non seulement au bureau son inactivité dans la lutte contre la guerre, mais son orientation réformiste, son manque de combativité dans l'ensemble. Elle avait mené une campagne assez violente dans l'E. E. et avait organisé sa propagande selon les méthodes qui rappelaient trop le noyautage des organisations dans l'ancienne C.G.T.U., ce qui avait indisposé le bureau et de nombreux militants. Cependant les débats se sont déroulés dans une atmosphère de bonne camaraderie; on sentait que tous les délégués qui sont intervenus étaient uniquement préoccupés de l'intérêt de l'organisation et des corporants.

Delmas a ouvert les débats par un discours remarquable. Nous lui accorderons une large place parce qu'il donne un aperçu clair de la situation des instituteurs et des revendications principales du S. N., parce qu'il précise la position du S. N. vis-à-vis des gouvernements de F. P. et des grands problèmes de l'heure.

Le discours de Delmas

Delmas a retracé avec précision l'action du bureau au cours de l'année écoulée, action qui a porté tout particulièrement sur l'amélioration du sort des débutants, suppléants, intérimaires (5.000 ont été titularisés, 3.000 vont l'être), normaliens. Le syndicat a obtenu également pour les retraités le retour à la loi de 1924. La loi de mars 1937 substitue la responsabilité de l'Etat à la responsabilité civile des instituteurs.

Au sujet des traitements tout ou à peu près tout est à faire. L'indice du coût de la vie qui était à 420 en août 1935 est à 590. L'augmentation entre juin 1936 et juin 1937 dépasse 20 p. 100. Au début de l'année, soucieux de ne pas rompre la cohésion du R. P., de ne pas faire tomber un gouvernement qui venait de faire un effort considérable pour la classe ouvrière, le Cartel des services publics s'est contenté des 700 millions accordés pour les petits fonctionnaires alors que la revalorisation des traitements exigerait 6 à 7 milliards.

Mais les sacrifices ont un terme. Aujourd'hui le mécontentement grandit chez les travailleurs de l'Etat. Le Cartel des services publics s'est rendu à la Présidence du Conseil pour réclamer un relèvement des traitements dès octobre 1937. M. Chautemps s'y est opposé, promettant seulement d'intensifier la lutte contre les fauteurs de vie chère. Evidemment le Cartel n'a pu être satisfait de cette plaisanterie et il est bien décidé à agir énergiquement pour obtenir satisfaction.

Delmas a insisté sur la nécessité du reclassement des instituteurs qui, contrairement à beaucoup de catégories de fonctionnaires, n'ont point de débouchés et qui ne sont pas à leur place dans l'échelle des catégories des fonctions publiques et même dans la hiérarchie sociale. Pourquoi ne les assimilerait-on pas aux officiers subalternes? Ceux qui préparent la jeunesse à la vie n'ont-ils pas droit à la même considération que ceux qui la préparent à la mort ?

Il rappelle pourquoi les instituteurs sont contre la gratuité du logement, évoque les travaux du congrès international de l'enseignement qui connut un si vif succès, signale les avantages du projet de réforme de l'enseignement déposé par M. Jean Zay et aborde la question sociale.

Sur la question de la lutte contre la guerre il n'a certainement pas satisfait tous les congressistes. Son pacifisme pratique est quelque peu vague. Il tient dans cette formule : « Tout faire pour éviter la guerre avant qu'elle n'éclate et, si elle éclate sur un point du monde s'attacher à la faire cesser dès que ce sera possible. » Comment cela ? En soutenant tout effort fait dans ce sens, sans doute,

mais c'est bien vague et cela peut devenir dangereux et créer une certaine solidarité entre nous et des gouvernants qui, demain, peuvent nous amener trompeusement à défendre une cause qui ne peut être la nôtre. La seule action efficace contre la guerre : mettre la classe ouvrière en état de refuser la guerre, est laissée de côté, ou à peu près.

Sur la question espagnole, Delmas a justifié la non-intervention sans toutefois détruire l'argumentation de ceux qui la considèrent néfaste à la cause du prolétariat espagnol et sans apporter plus de garanties de paix. La médiation souhaitée par Delmas ne risque-t-elle pas de réaliser seulement le bloc des forces contre-révolutionnaires pour l'écrasement de la révolution syndicaliste ?

C'est seulement lorsqu'il abordera la situation intérieure qu'il parviendra à conquérir l'ensemble du congrès. Avec netteté, avec assurance il essaiera, comme il l'a dit, « de voir clair dans une situation trouble ». Il y parviendra sans peine et l'on peut dire qu'à ce moment de son discours il a ranimé, réconforté de nombreux congressistes. On est si peu habitué à voir des militants s'élever vraiment au-dessus des événements de chaque jour, les dominer, en saisir l'enchaînement et en dégager avec assurance une ligne d'action propre à les influencer efficacement dans le sens de nos intérêts de classe et de notre idéal ! Ça tranche tellement avec les discours passe-partout de l'armée de propagandistes du parti-guide, tous semblables, tous sans vie, ou tout au moins sans autre vie que celle que l'orateur croit leur donner par de grands mots, de grands gestes ou des intonations variées.

Delmas parle simplement, sans effets de voix, mais il capte son auditoire par l'originalité, la nouveauté de son argumentation.

Il explique d'abord pourquoi le S. N. a soutenu loyalement un gouvernement chargé d'appliquer un programme à l'élaboration duquel notre mouvement syndical avait collaboré et il dresse brièvement le bilan de ce gouvernement. Ce bilan est beau certes. Mais n'eût-il pas pu être plus beau si on avait su supprimer les obstacles qui ont amené la pause, puis la chute de Blum ? Ces obstacles, Delmas les avait signalés dès 1935, au Congrès de Paris. « Nous disions alors, rappelle-t-il, que dans les 24 heures qui suivraient la prise du pouvoir par un gouvernement issu du R. P. il faudrait :

1° mettre la banque à la raison;

2° s'assurer que la grande presse ne pourra pas pervertir l'opinion;

3° épurer l'administration et l'armée. »

Il rappelle aussi qu'à Lille il avait dénoncé les agissements du Sénat républicain, dont on ne peut espérer, dira Vivès, qu'il votera lui-même sa propre disparition; qu'en décembre il avait indiqué que l'expérience Blum se présentait mal du point de vue financier.

Tout s'est vérifié, de même que sont apparues les insuffisances du programme du R. P. que Delmas avait signalées dès que ce programme fut élaboré.

Blum devait échouer parce qu'il n'a pas su rompre avec la politique financière traditionnelle. Le succès de son expérience était subordonné à l'emprunt, c'est-à-dire au concours des capitalistes que d'autre part il lésait par l'application des lois sociales. Bientôt il a fallu rassurer les capitaux et pour cela pas d'autre moyen que de limiter, puis réduire les charges sociales. Et nous voilà revenus en pleine déflation, dirigée contre notre mouvement syndical.

Devant une telle situation que faire ? Un redressement est d'abord nécessaire dans le R. P. L'espoir n'est plus dans la démocratie parlementaire, qui est morte. il est dans le syndicalisme. « Nous vivons, dit-il, la plus grande révolution de tous les temps. » Nous avons à préserver et à défendre le progrès social, et cette tâche ne saurait être subordonnée à la question financière. « En 89-93, les révolutionnaires furent-ils esclaves du déficit formidable légué par la royauté absolue? Attendirent-ils d'avoir un budget équilibré pour agir ? » Pour mener à bien cette tâche Delmas estime indispensable que les masses aient confiance, qu'elles se persuadent que rien de grand et de durable ne se fait sans abnégation, enfin que les différents éléments du F. P. participent à l'œuvre commune en toute loyauté, ce qui n'a pas toujours été le cas.

⁂

Il est bien certain que si le mouvement syndical, en toute indépendance, s'engageait résolument dans la voie tracée par Delmas, nous entrerions dans une nouvelle phase de l'expérience de F. P., une phase décisive, car, cette fois, le patronat réorganisé engagerait à fond la bataille. Evidemment les réformes de structure du plan de la C.G.T. pourraient servir de base au nouveau rassemblement qui s'impose. Non que nous les considérions réalisables sous la forme qu'on leur a donnée, mais parce qu'on peut regrouper autour d'elles tous les éléments agissants du R. P. Elles tirent leur valeur bien moins de leur contenu, que du dynamisme qu'elles portent en elles, et du mouvement qu'elles peuvent provoquer.

Il serait vain de se chamailler sur des modalités d'application. Ce qui importe c'est de reprendre la marche en avant avec la volonté de ne pas se laisser arrêter. Et cela nécessite, Delmas y a insisté, une loyauté réciproque entre tous les participants au R. P., loyauté indispensable pour engendrer la confiance et l'enthousiasme. Tant qu'un des éléments du Rassemblement Populaire ne verra dans l'action entreprise qu'un moyen de renforcer sa position, tant qu'il ne verra dans l'unité qu'un moyen de s'imposer à la direction des organisations, rien de sérieux, ni de durable n'est possible.

⁂

Après Delmas, Jouhaux. Il a développé la position de la C.G.T. sur la situation actuelle. Nous ne nous y arrêterons pas, car tous les lecteurs de la *R. P.* la connaissent. Signalons qu'il a été assez fortement hué par quelques délégués et quelques groupes d'auditeurs, surtout lorsqu'il a évoqué 1914 et a fait allusion à la nécessité pour notre pays, de ne pas se trouver privé de ses contingents d'Afrique. C'est évidemment là des considérations qu'on a plutôt l'habitude d'entendre exprimer par un homme d'Etat que par un représentant du mouvement ouvrier.

La discussion du rapport moral

La discussion sur les questions administratives et pédagogiques montrera avant tout le souci de l'ensemble du personnel enseignant de permettre un enseignement vivant et dans des conditions matérielles favorables. De ce côté le gouvernement de F. P. n'a fait qu'amorcer la réalisation des mesures les plus urgentes et le congrès, par des résolutions votées à l'unanimité, manifestera sa volonté de faire aboutir les revendications les plus justes d'ailleurs acceptées en principe dans l'ensemble par les divers groupements constituant le R. P.

Plus passionnée sera la discussion du rapport des affaires sociales. Un certain nombre d'orateurs ont tenu à justifier leur pleine approbation de l'activité du bureau. D'autres plus nombreux ont exprimé des réserves, les présentant soit comme des insuffisances dans le passé, soit comme des suggestions pour l'avenir. Ils ont surtout reproché au bureau de ne pas avoir réagi, ou tout au moins de ne pas avoir réagi avec assez de vigueur contre la course aux armements, contre les exercices de défense passive et les tentatives de militarisation de la jeunesse, contre la préparation des esprits à la guerre et à l'union sacrée... *Thomas, Beuzelin, Thevenon* ont souhaité le retour à l'antimilitarisme de la C.G.T. d'avant-guerre et affirmé que seule la résistance en bloc de la classe ouvrière, résistance organisée dès maintenant et dont l'aboutissant est la grève générale, pouvait constituer un moyen efficace de reculer ou d'empêcher la guerre. *Guilloré*, de la minorité de la Seine, a dissipé les illusions qu'on pouvait avoir sur l'orientation de la C.G.T. et affirmé qu'on devait avoir confiance dans l'action directe et non dans les lois bourgeoi-

ses. *Petit* (Allier) s'est particulièrement élevé contre la participation aux manifestations bellicistes. *Nury* (Vaucluse) a affirmé qu'il était vain d'attendre une aide matérielle et morale à l'Espagne en dehors de celle du prolétariat. *Serret*, plus catégorique, aborde tous les grands problèmes qui se posent à la classe ouvrière. Il n'y a plus de défense de l'U.R.S.S. mais par contre il y a une répression féroce en Espagne contre les vrais révolutionnaires.

L'Union sacrée est déjà réalisée. Il est urgent de réagir, de reprendre énergiquement la lutte contre le nationalisme, contre toutes les guerres, qui sont toutes impérialistes et conduisent toutes au fascisme.

Guéry (Deux-Sèvres) a apporté le point de vue des pacifistes intégraux.

Labrunie (Lot-et-Garonne) a affirmé que toute guerre est une défaite pour le prolétariat.

Magnenot (Jura) a insisté sur la lutte contre les chefs fascistes.

Des critiques ou suggestions plus générales ont également été apportées. *Thevenon* a regretté l'insuffisance et la partialité de la documentation sociale, notamment sur l'U.R.S.S. et l'Espagne, ce qui fausse l'éducation syndicale des adhérents. Il a protesté contre la colonisation de la C.G.T. par le parti communiste.

Blain (Rhône) a vivement protesté contre les paroles de Jouhaux.

Odin (Rhône) aurait voulu que notre syndicalisme fût à la fois plus revendicatif et plus constructeur.

Taché (Seine-et-Marne) a opposé la démocratie syndicale à la démocratie parlementaire.

Lavenir (Rhône) a dénoncé le travail des « Amis de la *V. O.* », machine à coloniser la C.G.T., il a protesté contre la politique absurde des blocs antifascistes, opposés aux blocs fascistes, et rappelé que les idées de Patrie, Honneur, Dignité nationale étaient périmées.

Allot (Finistère) a réclamé la convocation des Etats Généraux du travail.

Bureau (Seine) aurait voulu qu'une réaction vigoureuse se produisît quand Blum a démissionné.

Le discours de Vivès

Vivès a justifié l'action du bureau, sans toutefois répondre d'une façon précise aux reproches qui avaient été formulés, sur la question de la guerre notamment.

Il a fait remarquer, avec juste raison, que sur le terrain social il n'est pas possible de faire avancer sur le même front ouvriers, paysans, fonctionnaires, et que le S. N. en s'abstenant de réclamer des relèvements de traitements avait fait acte de solidarité avec les travailleurs de l'industrie privée.

Question de la lutte contre la guerre, il a indiqué que la position du S. N. découle en partie de sa participation au R. P. dont certains éléments sont d'un pacifisme modéré. Il a souligné que l'attitude calme du S. N. n'avait pas été sans influencer les organisations voisines et affirmé qu'aucun des actes du S. N. n'avait servi les tentatives de reconstitution de l'union sacrée.

Il a montré combien il est difficile de concilier le pacifisme et la défense de la démocratie, le pacifisme et l'aide efficace aux républicains espagnols et il a défendu la position du bureau sur la révolution espagnole.

Pas d'explication précise sur la passivité du bureau en présence de la préparation matérielle et morale à la guerre. Il n'a pas été question de grève générale, qui semble ne figurer dans les résolutions qu'à titre de concessions à ceux qu'on appelle les Doctrinaires et qui, pourtant, seuls ont une attitude définie sur le problème de la lutte contre la guerre. Cette fois on l'avait même oubliée, et elle n'a été rappelée dans la résolution qu'après la tenue de la commission des résolutions. Il est vrai qu'à cette commission on n'avait appelé qu'un nombre fort restreint de camarades, ce qui est d'autant plus regrettable que les délégués inscrits n'avaient disposé que de 6 minutes pour intervenir.

Pour l'avenir Vivès estime que le dernier mot restera à la classe ouvrière et non à la démocratie politique. Le système capitaliste croule et la situation est pleine d'inquiétudes. La force syndicale peut cependant nous permettre de regarder l'avenir avec confiance à condition que nous restions fraternellement unis, et, ici, Vivès souligne les dangers de colonisation de la C.G.T. par le parti communiste qui peut conduire à la désagrégation des syndicats.

Malgré des imprécisions, le discours de Vivès constitue par bien des points un acte de foi dans le syndicalisme et, à ce titre, il complète heureusement celui de Delmas.

Suite de la discussion

Le rapport sur l'*Ecole libératrice* a soulevé quelques objections. On a reproché des refus d'insertion d'articles, on a souhaité une tribune libre plus large, une orientation plus nette vers l'éducation syndicale des adhérents. *Mme Girard* (Loire) a surtout regretté que l'E. L. ne soit pas véritablement l'organe de liaison de la base avec le sommet et qu'elle ne traduise pas les réactions spontanées au sujet des événements graves.

La discussion du rapport sur la Défense laïque a été l'occasion pour les délégués de l'Ouest, surtout, de montrer l'état lamentable de l'école laïque dans certaines régions et l'acuité de l'offensive cléricale. *Strat*, d'Ille-et-Vilaine, s'est élevé contre la politique de la main tendue aux « frères catholiques» » qui constitue une entrave sérieuse à notre propagande.

Interpellateurs et rapporteur ont été unanimes à déplorer la carence ou l'indifférence des groupements et gouvernements de gauche au sujet de la défense de l'école laïque.

Rollo a prononcé un discours remarquable où les politiciens qui se contentent de manger du curé ont été assez malmenés.

Dans les colonies il reste beaucoup à faire. L'égalité des maîtres n'est pas réalisée et de criantes injustices subsistent. Les délégués de l'Afrique du Nord ont protesté avec force contre l'inertie totale des gouvernements, même de F. P.

L'ensemble du rapport moral a été voté par 842 mandats contre 150 et 23 abstentions. De nombreuses sections avaient adopté le R. M. avec réserves, mais comme cette forme de vote n'est pas admise, la plupart de celles-ci ont voté pour.

⁂

L'organisation des jeunes au sein du S. N. a donné lieu à un débat assez animé. Les groupes de jeunes dans le passé ont constitué trop souvent un terrain favorable au noyautage des syndicats. Les raisons qu'on pouvait donner pour justifier leur existence à l'époque de la scission ne valent plus aujourd'hui. L'union de tous les jeunes peut et doit se faire dans le syndicat qui ne négligera aucune des revendications particulières à cette catégorie de syndiqués et leur fera une large place dans ses organismes.

Cette position, qui est celle du bureau, défendue par notre camarade *Hagnauer*, a rallié 668 voix contre 283 et 56 abstentions.

⁂

La question de la représentation proportionnelle au bureau semblait devoir provoquer de vives discussions. Il n'en a rien été. La même atmosphère de bonne camaraderie a continué à régner. Un nombre assez important de sections réclamait la proportionnelle pour que les minorités puissent être assurées d'être représentées. Le bureau y voyait un gros danger : la cristallisation des tendances. C'est son point de vue qui a été adopté et le *statu-quo* a été approuvé par 664 voix contre 333 et 15 abstentions.

⁂

Au sujet de l'éducation physique le congrès a accepté à l'unanimité le rapport de Dumas. Le S.N. estime que c'est aux instituteurs et non à des mi-

litaires que doit être confiée cette branche d'enseignement. Cela exige, il est vrai, une refonte des programmes, la création de terrains de jeu, une inspection médicale sérieuse.

Un geste qui aurait pu être fait

A la fin du congrès, G. Serret a déposé une motion protestant contre la répression féroce dont sont victimes les révolutionnaires espagnols. Vivès n'a pas cru devoir l'accepter sous prétexte de ne pas prendre parti dans les luttes intestines de nos camarades espagnols. C'est regrettable. Et il est non moins regrettable que de nombreux délégués aient refusé de voter la motion simplement parce que Vivès était intervenu contre ou parce qu'elle était proposée par Serret. L'assassinat des meilleurs défenseurs de la révolution espagnole, de ceux qui les premiers se dressèrent pour briser le coup de force de Franco-Mola ne peut laisser indifférents des syndicalistes. Alors où allons-nous ? Nous nous sommes déjà pas trop tus sur la vraie situation en U.R.S.S. laissant exterminer les vrais artisans de la révolution d'octobre et déformer l'idée même de socialisme! A quoi a servi notre silence, sinon à favoriser l'empoisonnement des travailleurs par une presse sans scrupules ?

La résolution Serret a tout de même obtenu 46 voix contre 56, le reste s'abstenant.

⁂

La limitation des débats a permis à Delmas de prononcer son allocution de clôture assez tôt. Il a souligné, aux applaudissements unanimes du congrès, le dévouement, le désintéressement des militants qui vont prendre leur retraite : Boulanger, administrateur de Sudel; Levasseur, le secrétaire des affaires administratives; Thomas, le syndicaliste ardent que les lecteurs de la *R. P.* connaissent bien et que verrons se consacrer encore activement à la vie syndicale dans l'Indre, certainement.

Nous avons quitté le congrès avec l'impression très nette que l'union était consolidée. Si les discussions ont fait ressortir des insuffisances, des hésitations, des craintes, la preuve a été faite qu'une collaboration efficace, loyale, fraternelle, pouvait se faire au S. N.

Notre S. N. reste l'une des forces les plus solides, les plus stables de notre C.G.T. Evidemment certains d'entre nous voudraient qu'il aille plus avant, qu'il fasse parfois preuve de plus d'audace, de plus de fermeté. Mais nous comprenons fort bien que le bureau, qui doit tenir compte de l'état d'esprit des 95.000 adhérents, n'aille pas toujours aussi loin qu'il le voudrait lui-même.

Les compromis qu'il est obligé de faire au R. P. il doit les faire dans sa propre organisation. Et c'est ce que justifie les critiques. Ces critiques sont indispensables pour assurer la marche du S. N. vers un syndicalisme de plus en plus agissant. Il suffit d'un côté qu'elles soient faites sans acrimonie, avec un esprit de bonne camaraderie, de l'autre qu'elles soient accueillies sans y voir d'arrière-pensée, sans éprouver de méfiance *a priori* à l'égard de ceux qui les expriment.

La meilleure certitude que nous ayons pour la bonne marche de l'organisation dans l'avenir est le souci d'indépendance et de loyauté à l'égard des organisations du R. P. et des gouvernements de F. P. qu'ont manifesté la plupart des délégués qui sont intervenus et qu'ont exprimé nettement Delmas et Vivès aux applaudissements de la presque unanimité du congrès.

Protagoniste du R. P. le S. N. a pu participer à ce rassemblement, soutenir le gouvernement qui en est issu, sans compromissions, sans perdre sa confiance en l'action propre de la classe ouvrière organisée, en conservant son esprit critique qui lui permet de condamner les erreurs et de préconiser les mesures capables d'assurer non seulement le maintien des conquêtes de juin, mais leur consolidation, et des réalisations plus hardies.

Le S.N. a une pensée propre qu'il se forge lui-même au cours des événements. Il dégage sa ligne de conduite des faits eux-mêmes et de la volonté de l'ensemble des adhérents. C'est là un syndicalisme vivant qui peut commettre des erreurs, mais qui est toujours orienté vers le but final qu'il se propose : l'émancipation des travailleurs eux-mêmes.

U. THEVENON.

Les résolutions votées

Voici le texte des résolutions adoptées, sur l'orientation syndicale et sur la paix :

Motion d'orientation syndicale

Le congrès, après avoir rappelé l'importance des conquêtes sociales dues à l'action combinée du Rassemblement populaire et des travailleurs eux-mêmes,

Constate avec inquiétude qu'à la période des réalisations succède une période nouvelle d'arrêt, de régression, caractérisée :

— par les tentatives du haut patronat qui remet en cause les réformes acquises;

— par un nouvel essai de la politique de déflation des salaires et d'augmentation des charges pesant sur les travailleurs;

— par la paralysie de l'institution parlementaire due à l'obstruction du Sénat dont les origines électorales, ni les principes démocratiques ne sauraient justifier les pouvoirs qu'il s'arroge;

— par la formation du cabinet actuel constituant incontestablement un échec du Front populaire;

— par les menaces renouvelées du fascisme.

Le Congrès rappelle que la C. G. T., contrairement à certaines formations qui n'ont pas voulu ou qui n'ont pas pu assurer la discipline de tous leurs adhérents, a, pour son compte, soutenu le gouvernement qui était l'émanation du Rassemblement populaire;

— qu'elle a souligné en son congrès d'unité de Toulouse l'insuffisance du programme économique et social élaboré en commun et proclamé sa volonté de poursuivre la réalisation de son propre plan.

Affirme :

1° le devoir impérieux du gouvernement de briser sans hésitation toutes les manœuvres et toutes les tentatives que la faillite générale du régime capitaliste pourrait inspirer aux forces fascistes;

2° son attachement à la conception d'un syndicalisme libre de toute subordination vis-à-vis des organisations philosophiques, des partis politiques, des gouvernements, et toujours prêt à défendre son indépendance;

3° la nécessité pour la C.G.T. de maintenir encore sa collaboration active au Rassemblement populaire, non pour couvrir une politique de régression sociale dont l'accentuation devrait au contraire provoquer son retrait; mais pour rendre au Rassemblement populaire sa volonté d'activité, sa puissance réalisatrice et lui permettre d'aborder avec succès les réformes de structure (nationalisation du crédit, des assurances, des industries-clefs), réformes sans lesquelles seraient menacées les dernières conquêtes ouvrières et compromis l'espoir d'émancipation totale des travailleurs par la suppression du patronat et du salariat.

Motion sur la paix

Le Congrès affirme à nouveau l'attachement profond des adhérents du Syndicat national à la paix et leur hostilité irréductible à la guerre.

Il dénonce le capitalisme comme la cause la plus profonde et la plus constante des guerres, et l'idéologie fasciste comme la plus dangereuse à l'heure présente.

Il regrette les mesures d'ordre militaire qui rendent impossible la restauration de l'économie na-

tionale, et dénonce la course aux armements dont l'aboutissement fatal est la guerre générale.

Il constate avec satisfaction que les efforts du gouvernement français en ce qui concerne la guerre d'Espagne ont tendu d'abord à circonscrire le conflit, ensuite à lui enlever tout caractère international, puis à provoquer sa fin.

Il déclare que le Syndicat national est prêt à appuyer toute proposition de paix et tout effort loyal de médiation tendant à ce but.

Il proclame que l'action syndicale doit :

1° Développer chez les enfants, chez les jeunes et chez les adultes l'esprit de paix;

2° Combattre les campagnes de presse, qui développent la psychose de guerre et les projets de militarisation de la jeunesse;

3° Provoquer la diminution de la durée du service militaire, première manifestation visible de la volonté de paix de ce pays;

4° Obtenir l'élargissement de la dernière loi d'amnistie en ce qui concerne les délits militaires et l'instauration d'un régime plus libéral dans les casernes;

5° Multiplier les contacts entre les jeunes gens et les travailleurs de tous les pays, afin d'aider au désarmement des esprits;

6° Appuyer vigoureusement toute initiative, toute action tendant au rapprochement des peuples, quel que soit le régime intérieur, et l'élaboration d'accords monétaires, de traités de commerce assurant entre tous une plus juste répartition des matières premières, jetant ainsi les bases économiques de la paix et préparant utilement le désarmement général, simultané, contrôlé et la reconstitution démocratique de la Société des Nations.

Le Congrès demande à la C.G.T. de poursuivre, d'intensifier son action en vue du renforcement de l'Internationale syndicale et de la réalisation de l'unité internationale et d'affirmer à nouveau que la classe ouvrière ne saurait renoncer par avance à aucun de ses moyens propres pour sauvegarder la paix, y compris la grève générale.

Quand le Front populaire continue...

Notons, au passage, deux faits caractéristiques de la vie syndicale sous le gouvernement Chautemps-Blum, c'est-à-dire lorsque, d'après les augures, le Front populaire continue.

LES FLICS AUX MAGASINS REUNIS

En premier lieu, il s'agit de l'attitude observée par la « police républicaine » à l'égard des employés parisiens qui, le 7 août, à l'appel de leur syndicat, étaient venus place de la République manifester leur solidarité avec les lock-outés des Magasins Réunis.

Voici les exploits des « camarades flics » tel que les a racontés le *Peuple* du 9 août :

...Depuis quand les représentants de l'ordre sont-ils payés par nous pour attaquer sauvagement des travailleurs dont le seul tort est de réclamer la liberté de leur travail, pour piétiner de vieilles femmes dont la fuite maladroite ne leur permettait pas d'éviter les coups?

Depuis quand, au lieu de gardiens de la paix, avons-nous de véritables brutes qui se déchaînent littéralement, têtes baissées, poings en avant, ou matraques brandies pour démolir lâchement tout ce qu'ils rencontrent sur leur passage?

Il y a eu, avant-hier, place de la République, des scènes révoltantes qui vous laissent encore, à distance, tout frémissant d'indignation.

De tels procédés ne peuvent, ne doivent pas se renouveler.

La police n'est pas cet assemblage de canailles que nous avons vu avant-hier se déchaîner en toute liberté. La chaleur était grande, on le reconnaît, elle ne peut servir de prétexte à de tels débordements.

Et ici, nous posons une question, une question que nos camarades de la chambre syndicale des employés ont sur les lèvres, à laquelle ils veulent avoir une réponse.

Comment peut-il se faire qu'un gouvernement de Front populaire puisse tolérer de pareilles choses? Comment peut-il se faire qu'un ministre de l'intérieur, que nous appelions récemment encore notre ami, puisse admettre une telle attitude de sa police?

De tels faits méritent des sanctions. Le silence gardé équivaudrait à une approbation et une confirmation.

En pesant tous nos mots, nous disons qu'un gouvernement de Front populaire qui tolérerait de tels abus n'aurait plus de populaire que le vain nom dont il se pare et que bien plus véridiquement c'est celui de Front antipopulaire qui lui reviendrait, titre qui ne porte jamais longtemps bonheur à ceux qui l'ont mérité.

Seul de la presse ouvrière quotidienne, le *Peuple* a protesté contre l'attitude de la police. Silence au *Populaire*, où l'on ne veut faire nulle peine, même légère, au camarade Marx Dormoy, ministre de l'intérieur. Silence à *l'Humanité* où la police est devenue tabou. Et nos camarades employés attendent encore de l'Union des Syndicats et de la C. G. T., les démarches de protestation qui s'imposent.

S'il est vrai que le Front populaire continue, il va bien!...

FIN LAMENTABLE DE LA GREVE DES ABATTOIRS

Grâce à la discrétion exemplaire des trois quotidiens qui se prétendent ouvriers, la fin lamentable de la récente grève des abattoirs parisiens est passée inaperçue. Tout au plus avons-nous pu découper, dans le *Populaire* du 10 août, l'entrefilet que voici :

Le travail a repris hier matin aux abattoirs.

Dans la soirée Marcel Tourrasse, secrétaire du sydicat ouvrier, nous a dit :

— Nos camarades ont obéi aux ordres du syndicat et se sont présentés pour reprendre leur travail. Malheureusement, de très nombreux patrons ont refusé de les réembaucher. Les patrons prétendent conserver tout le personnel recruté pendant la grève, personnel d'ailleurs sans aucune qualité professionnelle, et rester absolument libres d'embaucher les grévistes, à titre individuel. La maison Artus, qui avait provoqué le mouvement par le renvoi des délégués, n'a repris aucun des grévistes.

Demain nous poserons la question à la présidence du Conseil. Nos syndicats ont fait dans ce conflit toutes les concessions possibles. L'attitude patronale est inadmissible.

Pas besoin d'insister sur le ton de défaite de ces déclarations. Contentons-nous d'ajouter qu'on annonçait, le lendemain, plusieurs centaines de licenciements, et de conclure que de tels faits seraient impossibles si les organisations syndicales, maîtresses de leurs mouvements, prenaient les décisions énergiques commandées par l'intérêt ouvrier — même au risque de « gêner le gouvernement ».

RENAISSANCE DU SYNDICALISME

OU CONDUIT-ON LA C.G.T. ?

Colonisation « organisatoire »

« ... *On a parlé de colonisation. J'ai dit et je répète que c'est une formule idiote, ridicule, une formule stupide qui ne veut rien dire.* »

Déclaration de Frachon au Comité national de la C.G.T.

Il se peut que des assurances du genre de celle de Frachon, reproduite ci-dessus, aient tranquillisé quelques-uns des secrétaires de Fédérations et d'Unions participant au dernier Comité confédéral. Mais il est douteux que le plus grand nombre de ces militants se soient laissé convaincre par des paroles aussi lointaines de la vérité. Les uns et les autres savent très bien à quoi s'en tenir, leur expérience personnelle les a édifiés sur le caractère des manœuvres plus ou moins occultes poursuivies par les hommes du parti communiste pour s'emparer de la direction des organisations syndicales. En fait, le Comité national n'a pas dissipé les inquiétudes de la plupart de nos « responsables ». Et on se demande même si les Congrès fédéraux de l'Alimentation et de l'Habillement — qui doivent se réunir très prochainement — ne vont pas accroître ces craintes.

On aura, au cours de ces deux Congrès, la possiblité d'apprécier la sincérité des bons apôtres qui viennent faire leur petit saint à la tribune du Comité Confédéral. Les secrétaires ex-confédérés de l'Alimentation et de l'Habillement seront à même de nous en parler, d'ici quelques semaines, en connaissance de cause.

Admettons, cependant, que les débats du Comité confédéral aient incité nos « colonisateurs » à se montrer plus circonspects et plus adroits dans leur « travail ». Supposons même qu'ils aient décidé de foutre la paix à Savoie et à Bonnet, de leur confirmer leur mandat, de leur conserver la direction de leur fédération. Cette habileté nouvelle ne serait pas de nature à nous rassurer, précisément parce que ce ne serait qu'une habileté de plus.

Sous le couvert d'habiletés de ce genre, les hommes du parti communiste poursuivent, en effet, leur besogne de « colonisation » dans un domaine plus obscur, sur le plan de l'organisation et des statuts, dans ce domaine qu'ils baptisaient naguère, au temps de leur extrême-gauchisme, d'un barbarisme affreux, dans le domaine « organisatoire ».

Nous allons en citer quelques exemples.

⁂

Avez-vous lu les statuts adoptés par le Congrès d'unification de Toulouse ?

Non, bien sûr, vous ne les avez pas lus. En France, on ne s'occupe pas des statuts. Mais un beau jour, on s'aperçoit, trop tard évidemment, qu'ils contiennent telle ou telle disposition nuisible ou même génératrice de scission.

Lisez-les, les statuts de Toulouse ! Vous aurez la surprise d'y retrouver une vieille connaissance : cet article qu'on appelait jadis l'article 36 *bis* et contre lequel nos Frachon et nos Racamond lançaient feu et flammes. Oui, il y est. Il a perdu son *bis*, il s'appelle maintenant l'article 36, et figure page 273 du compte rendu sténographique du Congrès de Toulouse. Je le recopie pour vous dans son intégralité :

Art. 36. — Se placeront en dehors de la C.G.T. les organisations qui donneront leur adhésion à des groupements fonctionnant en opposition avec les organisations régulières de la C.G.T.

A l'effet de reconstituer l'Union ou la Fédération démissionnaire, le Comité confédéral national pourra convoquer un Congrès des Syndicats désireux de rester confédérés.

Cet article 36 *bis*, sans *bis*, nos Frachon et nos Racamond l'acceptent. C'est une disposition qui leur agrée. Elle sera des plus commodes pour eux lorsqu'il leur deviendra nécessaire de faire face à une opposition dans la C. G. T. Cette opposition — si elle vient à naître — connaîtra d'avance le sort qui l'attend.

On n'a pas vu à Toulouse que cette acceptation de l'article 36 *bis* constituait une mesure de colonisation « organisatoire », on n'a pas compris qu'en rejoignant sur ce point les auteurs responsables de la scission de 1921, les hommes du parti communiste s'octroyaient le droit de chasser de la C. G. T. tous ceux qui ne se soumettraient pas à leurs manœuvres.

Le fait est là : dans la C. G. T. unifiée, nous vivons sous la menace d'exclusions toujours possibles statutairement.

⁂

Un des différends qui opposaient majorité et minorité au cours des années 1919-1920-1921 était la définition du rôle des Unions départementales dans la C. G. T.

Les uns — les minoritaires — soutenaient que les Unions départementales jouissaient de la plus large autonomie (à l'égal des Fédérations) et qu'elles possédaient le droit de se déclarer opposées à l'orientation de la direction de la C. G. T., sous réserve de l'application des décisions d'action. C'est ainsi qu'on pouvait voir, au Comité confédéral national, une majorité de représentants des Unions départementales se dresser contre l'orientation du bureau de la C. G. T.

Les autres — les majoritaires — préten-

daient que les Unions départementales n'étaient que des « filiales » de la C. G. T., que leur rôle était d'appliquer les décisions des Congrès confédéraux et qu'elles ne pouvaient, en conséquence, s'élever publiquement contre l'orientation de la C. G. T.

Eh bien ! — vous l'ignoriez aussi, sans doute — c'est cette dernière conception qui, au Congrès de Toulouse, a été retenue.

L'article 24 des statuts de la C. G. T. unifiée est, en effet, ainsi rédigé :

Art. 24. — Les Unions sont des filiales de la C. G. T. Leur secrétaire, délégué au Comité confédéral national, est le représentant officiel de la C. G. T. dans le département.

Toulouse a même confirmé les « préfets confédéraux » !

L'article 25 précise: « *Les Unions sont chargées d'appliquer les décisions des Congrès confédéraux dans leur département. Vis-à-vis de la C. G. T.*, LEUR RÔLE EST ESSENTIELLEMENT ADMINISTRATIF... »

Et il ajoute : « ... *et leurs fonctions sont déterminées par leurs propres statuts* CONSTRUITS SUR UN TYPE UNIQUE, *s'appliquant à toutes les Unions.* »

Le « Statut unique » ! Le « statut-type » ! Une vieille connaissance pour les lecteurs de la *R. P.* qui n'ont pas oublié nos campagnes contre le statut-type imposé par la direction de la C. G. T. U. à ses Unions régionales, au début de la « bolchevisation ».

Sur ce deuxième point, les Frachon et les Racamond se sont donc également trouvés d'accord, à Toulouse, avec les ex-dirigeants confédérés. On n'a pas vu non plus qu'il s'agissait, là aussi, d'une disposition colonisatrice. Dans la C. G. T., les Unions sont, plus que les Fédérations, susceptibles de se faire l'écho d'une opposition éventuelle. N'étant pas placées sur le seul plan corporatif, avant à connaître des luttes ouvrières sur le plan général, sur le plan social, elles sont plus sensibles que les Fédérations aux questions d'orientation syndicale. Pour éviter qu'une opposition purement syndicaliste ne s'organise par l'intermédiaire des Unions, les hommes du parti communiste se sont ralliés à l'idée de l'asservissement total des Unions au bureau confédéral, idée qu'ils combattaient âprement jadis. Maintenant qu'ils sont à la direction de la C. G. T., ils ont besoin, n'est-ce pas ?, d'avoir des « préfets confédéraux » et de les tenir bien en main...

⁂

Il est, d'autre part, utile de revenir sur les modifications statutaires adoptées par voie de référendum à l'Union des Syndicats de la région parisienne.

Il s'agit de la représentation proportionnelle dans les Congrès. Certes, dès que l'on accepte l'idée de la proportionnelle, dès que l'on abandonne la formule : « *Un syndicat, une voix* », on place plus ou moins les petites organisations sous la dépendance des grosses. La proportion du *plus* ou du *moins* réside dans les chiffres admis pour la représentation des syndicats.

Or au Congrès d'unité de l'Union des Syndicats de la région parisienne, les 18 et 19 janvier 1936, il avait été admis une proportionnelle laissant aux petites organisations quelques possibilités de ne pas être écrasées sous le nombre. Notamment, à partir d'un certain chiffre d'adhérents, les voix dont pouvait disposer un syndicat n'augmentaient plus que d'*une* voix par mille adhérents, puis, un peu plus haut, que d'une voix par 2.000 adhérents.

Or, si je ne me trompe pas, les nouvelles dispositions statutaires dictées par le parti communiste aux Syndicats parisiens placés sous son obédience — ils sont maintenant la majorité — aboutissent à donner aux Syndicats, à partir de 1.000, une voix par cinq cents adhérents. Cela donne aux organisations les plus fortes numériquement une majorité encore plus sûre que celle qui leur était accordée par l'ancienne proportionnelle. Comme les organisations les plus fortes numériquement sont, à quelques exceptions près, aux mains des colonisateurs — Métaux, Produits chimiques, Bâtiment, Cheminots — cela revient à dire qu'à l'Union des Syndicats de la région parisienne, les hommes du parti communiste disposent désormais de la « *majorité absolue automatique* » et qu'en conséquence, il devient parfaitement inutile de réunir le Congrès.

Ici encore, les communistes ont, en prévision de l'avenir, rejoint les ex-confédérés dans le désir d'étouffer toute voix d'opposition. On se rappelle que dans l'ancienne Union confédérée, il n'y avait pas de Congrès; il y a maintenant un Congrès, mais *ce Congrès sera dorénavant sans pouvoir réel.*

Comme on peut se fier aux dirigeants des organisations ci-dessus rappelées — qui sont tous de parfaits staliniens passés au laminoir — pour briser dans l'œuf toute minorité corporative (dans les Métaux parisiens, qui n'est pas d'accord avec les dirigeants n'aura bientôt plus le droit de travailler !) il se confirme que le parti communiste est maintenant nanti du *pouvoir total* à l'Union des Syndicats parisiens.

A part cela, la colonisation est une « formule idiote, ridicule, stupide et qui ne veut rien dire »...

⁂

Nous verrons dans un prochain numéro comment cette « colonisation organisatoire » va se poursuivre par la suppression des Congrès de la C. G. T.

M. CHAMBELLAND.

EN PASSANT...

Débat peu clair.

Le *Peuple* a publié la sténographie du débat qui s'est institué au Comité confédéral national sur le malaise de la C. G. T.

On peut dire de cette discussion qu'elle ne pèche pas par la clarté, non plus que par l'honnêteté intellectuelle.

Que de phrases à double entente ! de réticences habiles ! de sous-entendus perfides ! Tout cela pour masquer l'étendue du mal.

Les membres du C.C.N. ont fait un mauvais calcul.

Ce n'est pas en trompant les ouvriers et en se trompant soi-même qu'on guérira le malaise. Faute

d'explications franches, il risque, bien au contraire, de s'aggraver.

Quand se décidera-t-on à appeler « un chat, un chat » et Racamond un colonisateur ?

Diversion classique.

En premier lieu, il n'aurait pas fallu permettre à certains de jeter sur leurs contradicteurs l'éclaboussure de la calomnie, nous voulons dire l'accusation, désormais classique, de faire le jeu du patronat.

Quand Frachon s'en vint procéder à cette diversion, lorsqu'en termes clairs — pour une fois — il accusa les militants de *Syndicats* de se faire les instruments du désir que nourrit le patronat de diviser le mouvement ouvrier, il ne s'est trouvé personne pour l'arrêter net et le prier fermement de ne pas continuer sur ce thème.

Personne n'a pensé que c'est avec cette calomnie qu'on assassinera, demain, lorsque la discussion inévitable s'engagera, les militants les mieux intentionnés et les plus sincères. C'est pourtant ce que nous réservent Frachon et ses amis.

Savoir qui fait le mieux le jeu du patronat : ceux qui veulent l'indépendance du syndicalisme ou ceux qui veulent l'asservir à un parti politique?

La première fois ?

Si nous en croyons le même Frachon, c'est la première fois qu'on a réalisé, dans les pays capitalistes, « cette synthèse du mouvement ouvrier : l'unité syndicale ».

Nous nous excusons de rappeler que l'unité syndicale existait en France depuis plus de vingt ans lorsqu'en 1921 elle fut brisée.

Frachon peut l'avoir oublié. Il n'était pas, à l'époque, syndiqué à la C.G.T. Il adhérait à la minuscule organisation anarcho-syndicaliste des « Travailleurs du monde ».

Disparition de la « R. P. » ?

La proposition de fusion des hebdomadaires officieux dans un hebdomadaire officiel a été faite par Bertin, le jeune secrétaire de l'Union départementale de la Savoie.

Ce que nous ne savions pas, c'est que, dans sa proposition, Bertin avait placé la *Révolution prolétarienne* sur le même pied que la *Vie ouvrière* et *Syndicats*.

C'était nous faire beaucoup d'honneur. Aussi bien la résolution finalement votée par le C.C.N. ne parle-t-elle que de ces deux derniers journaux.

C'est bien mieux ainsi, puisque, disons-le à Bertin et à ses amis de Savoie, la *Révolution prolétarienne* n'a pas la moindre envie de disparaître.

Ne sentez-vous pas, Bertin, que le mouvement syndical étouffe sous le conformisme ?

Un « organe indépendant ».

« La *Vie ouvrière* — a dit Frachon — c'est une vieille revue qui date d'avant-guerre. Elle a toujours été un organe indépendant. Aujourd'hui encore, c'est notre camarade Monmousseau qui la dirige. »

La *Vie ouvrière*, fondée par Pierre Monatte, est restée un organe indépendant jusqu'au moment où Gaston Monmousseau, *à qui elle fut donnée, en janvier 1922, par Monatte*, se parjura et, de défenseur de l'indépendance du syndicalisme, devint la bonne à tout faire du Parti communiste.

Monmousseau, maintenant député communiste de Noisy-le-Sec, dirige la *Vie ouvrière* avec le mandat du Comité central de ce parti. La *Vie ouvrière* porte en sous-titre : « hebdomadaire syndical ».

La vérité devrait l'obliger à ajouter : « ... du parti communiste ».

Si vous doutez de la dépendance de la *Vie ouvrière*, vous pouvez toujours en demander des nouvelles à son ancien administrateur, le citoyen Chantesais, congédié, en mars dernier, par son beau-frère Monmousseau.

Le dernier.

Quand on disait naguère à Jouhaux qu'il ne voulait pas de l'unité syndicale, il se récriait, se considérait comme calomnié. C'était lui faire injure.

Or la sténographie du Comité confédéral national reproduit cet aveu du « général » :

« *Je dis bien franchement* — a déclaré Jouhaux — *que j'ai été le dernier à la C.G.T. à accepter l'idée de l'unité.* »

Nous ne le lui avons pas fait dire.

Le malheur, le grand malheur, c'est que l'unité, une fois reconstruite, n'a pas répondu à tous les espoirs sincèrement placés en elle, c'est qu'au lieu d'activer la renaissance du syndicalisme, elle semble en préparer la déchéance.

Pouvions-nous le prévoir ?

Encore un cambriolage.

L'Union des Syndicats de la région parisienne n'a pas de chance avec ses coffres-forts.

Au temps de l'Union unitaire, rue de la Grange-aux-Belles, on trouva un beau matin le coffre éventré et vide. Mais le butin des malfaiteurs ne fut pas, on s'en souvint, des plus fructueux...

Cette fois, boulevard Magenta, deux coffres ont été fracturés. Malheureusement, plus de 100.000 francs, mis là en sécurité (!) par des syndicats, ont disparu dans les poches des malfaiteurs.

S'est-on convaincu qu'il était imprudent de laisser d'aussi vastes bureaux que ceux du boulevard Magenta sans garde de nuit ?

Toujours le déficit.

Le Rassemblement universel pour la paix (qu'il dit !) vient de faire le bilan de la fête organisée récemment au bois de Vincennes.

Une circulaire dudit Rassemblement avoue, en termes embarrassés, que « *si nous enregistrons un gros succès moral, le résultat financier reste déficitaire* ».

Et en avant les grandes phrases pour taper de nouveau les organisations, en particulier les syndicats.

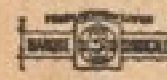
Ceux-ci ne vont-ils pas finir par envoyer promener tous ces « suceurs », et « front populaire » va-t-il devenir synonyme de « déficit » ?

ENTRE NOUS ●

Nos lecteurs auront-ils remarqué que, contrairement à l'habitude, la R. P. n'a nullement chômé pendant ces vacances, et qu'à l'inverse des autres publications, elle n'a pas supprimé un seul numéro?

Au moment où les prix montent, dans l'imprimerie comme ailleurs, et où les nouveaux tarifs postaux grèvent considérablement notre budget, cela représente pour nous un effort financier important.

A nos amis de compenser cet effort par un redoublement d'activité pour nous trouver de nouveaux abonnés. Nous comptons sur eux!

 Imp. S.N.I.E., 32, rue de Ménilmontant, Paris (20e). *Le gérant :* M. CHAMBELLAND.

QUELQUES OPINIONS

sur

FASCISME ET GRAND CAPITAL

de Daniel GUERIN

●

Ce que disent les uns...

Une documentation minutieuse et vivante, des conclusions irréfutables illustrent et appuient la thèse que le Socialisme défend depuis tant d'années : le fascisme est la dictature la plus absolue et la plus violente mise au service des puissances d'argent.

D. LIÉGEOIS.
(*Jeunesse.*)

[illegible] espèrent encore qu'entre le fascis[illegible]cialisme, il sera possible... de main[illegible] gouvernements, amiables composi[illegible]e les extrêmes de droite et de gau[illegible] qui ont ce pieux espoir feront bien [illegible]e livre de Daniel Guérin.

Emile VANDERVELDE.
(*La Dépêche de Toulouse.*)

Il faut être reconnaissant à Daniel Guérin d'avoir présenté avec de justes nuances sa critique de la politique extérieure des Etats fascistes.

(*Le Barrage.*)

..... et les autres

Daniel Guérin veut à tout prix que les régimes mussolinien et hitlérien correspondent à la domination du grand capital. Rien n'est moins certain.

Marcel MORÉ.
(*Esprit.*)

La conclusion à laquelle il arrive « Fascisme ou socialisme » continue de me paraître contestable.

J. B. SÉVERAC.
(*Le Populaire.*)

Il semble que D. Guérin ait rayé du vocabulaire belliciste propre au fascisme tout ce qui vise directement la guerre entre nations... D. Guérin oublie beaucoup trop.

J. BRUHAT.
(*L'Humanité.*)

Un Volume : 18 frs.

En vente à la REVOLUTION PROLETARIENNE

54, rue du Château-d'Eau, 54 — PARIS (10e)

Chèque postal : 734.99